

Législatives : menace de grève à la RATP en cas de victoire du RN

Par Wladimir Garcin-Berson

Publié hier à 18:33, mis à jour hier à 23:08

«On ne s'interdit aucune action dans la foulée des résultats du second tour», a indiqué un représentant de Solidaires-RATP à nos confrères d'Europe 1.

En cas de victoire aux élections législatives à venir, le Rassemblement national va-t-il devoir affronter des grèves pilotées par des syndicats opposés à sa politique ? À quelques heures du premier tour, des organisations représentatives des salariés semblent bien ne pas vouloir abandonner la bataille, même si Jordan Bardella arrive à Matignon. Quitte à organiser des mouvements sociaux pour déstabiliser l'exécutif.

Cité par nos confrères d'Europe 1, le co-secrétaire de Solidaires-RATP confie ainsi souhaiter rester combatif. *«On ne s'interdit aucune action dans la foulée des résultats du second tour, des manifestations, peut-être des grèves»*, explique François-Xavier Arouls à la radio. *«Si un gouvernement RN devait être mis en place, il doit être ingouvernable»*, ajoute ensuite le représentant de l'organisation minoritaire au sein de la régie autonome. À la place, le syndicaliste appelle les électeurs à *«soutenir le Nouveau Front populaire»* plutôt que le parti à la flamme, *«ennemi des travailleuses et des travailleurs»*. *«Le RN divise la population et les travailleurs»*, conclut-il.

Contactées, les deux organisations syndicales n'ont pas encore répondu à nos sollicitations. Mais l'opposition de leurs centrales au RN est connue de longue date et assumée, celles-ci ayant marché contre *«l'extrême-droite»*, mi-juin, dans les rues de l'Hexagone. L'Union syndicale Solidaires a appelé à *«combattre l'extrême-droite»*, dans un communiqué, la semaine dernière. Le

RN *«véhicule une imposture sociale, fondée sur un projet de société raciste. [...] L'Union syndicale Solidaires et ses organisations appellent à l'issue de son comité national à tout faire pour battre l'extrême droite, par tous les moyens»*, ajoute l'organisation. En face, la CGT a appelé à voter pour le Nouveau Front populaire, dont le projet *«est celui qui répond le mieux aux attentes et aspirations des travailleuses et des travailleurs»*.

«Nous serons de farouches opposants»

L'arrivée du RN à Matignon peut-elle engendrer une fronde sociale dans l'Hexagone ? C'est, en tout cas, le souhait d'élus viscéralement opposés aux projets de Marine Le Pen. Pas question de baisser les bras dans ce scénario, préviennent notamment les Insoumis. *«Il faudra faire acte de résistance. Utiliser tous les outils démocratiques pour cela»*, comme la manifestation, a averti l'eurodéputée Manon Aubry, sur Sud Radio. *«Je souhaite qu'il y ait un grand mouvement de résistance organisée»*, qui pourrait *«peut-être»* passer par un appel à la grève générale, a-t-elle ajouté.

Plusieurs organisations syndicales comptent, elles aussi, rester mobilisées, dans ce cas de figure. Préférence nationale, réforme des retraites, droits des femmes et des personnes LGBT... De nombreuses mesures défendues par le RN suscitent l'ire de ces représentants des salariés. *«Nous serons de farouches opposants à ce pouvoir»*, a prévenu le patron de l'Unsa, Laurent Escure, croisé dans les rangs de la manifestation parisienne, il y a quelques jours. *«Je pense que nous reviendrons en intersyndicale»*, en cas d'arrivée de Jordan Bardella à Matignon, a quant à elle avancé, dans la même manifestation, la co-secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires, Murielle Guilbert, aux côtés de sa collègue Julie Ferrua. Si tous les syndicats ne sont pour l'heure pas unis dans ce combat, le Rassemblement national est averti.

La rédaction vous conseille

- Législatives : après la CGT, d'autres syndicats vont-ils donner des consignes de vote ?
- CGT, CFDT : deux façons différentes de faire du syndicalisme... et de la politique

Sujets

grève

élections législatives

syndicats

